



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-29052>

Département(s) de publication : 28

Annonce n° 26-29052

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Groupement Hospitalier de Territoire d'Eure-et-Loir

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Santé

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Prestation de gardiennage pour les CH de Chartres, de Dreux et d'HENRI EY de Bonneval

Description : L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires. Pour le lot 1 : le marché a pour objet de la fourniture de prestations ponctuelles d'agent de sécurité (surveillance humaine) et d'agent de sécurité incendie pour le service de sécurité-incendie du CH de Chartres. Pour le lot 2 : le marché a pour objet la fourniture de prestations ponctuelles d'agent de sécurité/sûreté pour le service sécurité-incendie du CH de Dreux. Pour le lot 3 : le marché a pour objet de définir les missions, modalités et obligations relatives aux prestations de gardiennage, de surveillance et de prévention des différents sites du CH HENRI EY de Bonneval

Identifiant de la procédure : 154b1324-ab48-4140-b3e0-ee98c21b0093

Identifiant interne : AO 2026.020

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79713000 Services de gardiennage

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 79713000 Services de gardiennage

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Cs 70123

Ville : Le Coudray

Code postal : 28630

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Une visite sur site est préconisée. Les modalités d'organisation de la visite sont disponibles dans le règlement de la consultation

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 3

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 3

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : CH de Chartres

Description : CH de Chartres

Identifiant interne : 01

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Options :

Description des options : Le contrat prévoit la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Cs 70123

Ville : Le Coudray

Code postal : 28630

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 02/07/2026

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : Le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autorisation ou adhésion à une organisation particulière nécessaire pour les contrats de services

Description : Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat

Critère : Techniciens ou organismes techniques pour le contrôle de la qualité

Description : Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité

Critère : Mesures de gestion environnementale

Description : Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Critère : Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant, pour chacune des trois dernières années, l'effectif moyen annuel du candidat relatif aux salariés titulaires de la carte professionnelle obligatoire pour l'exercice d'une activité privée de sécurité, définie aux articles L612-20 et suivants du code de la sécurité intérieure, ainsi que l'importance du personnel d'encadrement ;

Critère : Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Description : Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-6 et à L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique un Extrait kbis datant de moins de 6 mois renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail formulaire Dc 1 - Lettre de candidature formulaire Dc 2 - Déclaration du candidat attestations fiscales et sociales à jour au 31 décembre de l'année qui précède déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés aux cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire Dc2) Les certificats de qualifications professionnelle : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (titre professionnel d'agents de sûreté et de sécurité privée, copie de l'agrément ou du récépissé de dépôt de dossier pour nouvel agrément, autorisant la société et l'établissement candidat à exercer une activité privée de sécurité, de gardiennage et de surveillance en cours de validité ou autre document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique l'habilitant à fournir dans son pays d'origine le service concerné pour les sociétés non françaises) ; Pour tous les agents privés de sécurité (Aps) : - Copie de la carte professionnelle « Surveillance humaine L. 611-1 1° ; La Date de fin de validité de la qualification « Sauveteur Secouriste du Travail (Sst) ». Conformément aux dispositions de l'article L. 612-6 du code de la sécurité intérieure, les personnes souhaitant exercer à titre individuel (autoentrepreneurs), être dirigeants, gérants ou associés d'une entreprise privée de sécurité doivent être titulaires d'un agrément délivré par le Cnaps, à tel point que les actionnaires sans pouvoir décisionnel ne sont pas tenus d'être titulaires de cet agrément s'ils n'exercent pas les fonctions ou des responsabilités de dirigeant, gérant ou associé ; (Source Cnaps : <http://www.cnaps.interieur.gouv.fr/Grands-dossiers/Focus/L-agement-dirigeant>) Ainsi, dès lors qu'une personne exerce des fonctions ou des responsabilités de dirigeant, celle-ci doit être détentrice d'un agrément de dirigeant. Le pouvoir d'engager la société est dépassé par le terme « fonctions ou responsabilités de dirigeants », lesquelles de facto induisent que cette responsabilité avec ou sans pouvoir d'engager dépassent les seuls volets administratifs et pénaux. L'autorisation d'exercice (en cours de validité) délivrée aux Entreprises individuelles et aux personnes morales pour leur siège social, l'établissement principal et pour chaque établissement secondaire, conformément à l'article L. 612-9 du code de la sécurité intérieure Non

Critère : Qualifications éducatives et professionnelles pertinentes

Description : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de

prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1796546>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1796546>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 30/04/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 122 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 30/04/2026 à 12:05

Lieu : Le Coudray

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat. Aucune clause de garantie financière prévue. Aucune avance prévue. Les prix sont révisables. Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : CH de Dreux

Description : CH de Dreux

Identifiant interne : 02

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Options :

Description des options : Le contrat prévoit la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Cs 70123

Ville : Le Coudray

Code postal : 28630

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 02/07/2026

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : Le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autorisation ou adhésion à une organisation particulière nécessaire pour les contrats de services

Description : Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat

Critère : Techniciens ou organismes techniques pour le contrôle de la qualité

Description : Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité

Critère : Mesures de gestion environnementale

Description : Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Critère : Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant, pour chacune des trois dernières années, l'effectif moyen annuel du candidat relatif aux salariés titulaires de la carte professionnelle obligatoire pour l'exercice d'une activité privée de sécurité, définie aux articles L612-20 et suivants du code de la sécurité intérieure, ainsi que l'importance du personnel d'encadrement ;

Critère : Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Description : Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-6 et à L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique un Extrait kbis datant de moins de 6 mois renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail formulaire Dc 1 - Lettre de candidature formulaire Dc 2 - Déclaration du candidat attestations fiscales et sociales à jour au 31 décembre de l'année qui précède déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés aux cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire Dc2) Les certificats de qualifications professionnelle : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (titre professionnel d'agents de sûreté et de sécurité privée, copie de l'agrément ou du récépissé de dépôt de dossier pour nouvel agrément, autorisant la société et l'établissement candidat à exercer une activité privée de sécurité, de gardiennage et de surveillance en cours de validité ou autre document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique l'habilitant à fournir dans son pays d'origine le service concerné pour les sociétés non françaises) ; Pour tous les agents privés de sécurité (Aps) : - Copie de la carte professionnelle « Surveillance humaine L. 611-1 1° ; La Date de fin de validité de la qualification « Sauveteur Secouriste du Travail (Sst) ». Conformément aux dispositions de l'article L. 612-6 du code de la sécurité intérieure, les personnes souhaitant exercer à titre individuel (autoentrepreneurs), être dirigeants, gérants ou associés d'une entreprise privée de sécurité doivent être titulaires d'un agrément délivré par le Cnaps, à tel point que les actionnaires sans pouvoir décisionnel ne sont pas tenus d'être titulaires de cet agrément s'ils n'exercent pas les fonctions ou des responsabilités de dirigeant, gérant ou associé ; (Source Cnaps : <http://www.cnaps.interieur.gouv.fr/Grands-dossiers/Focus/L-agrement-dirigeant>) Ainsi, dès lors qu'une personne exerce des fonctions ou des responsabilités de dirigeant, celle-ci doit être détentrice d'un agrément de dirigeant. Le pouvoir d'engager la société est dépassé par le terme « fonctions ou responsabilités de dirigeants », lesquelles de facto induisent que cette responsabilité avec ou sans pouvoir d'engager dépassent les seuls volets administratifs et pénaux. L'autorisation d'exercice (en cours de validité) délivrée aux Entreprises individuelles et aux personnes morales pour leur siège social, l'établissement principal et pour chaque établissement secondaire, conformément à l'article L. 612-9 du code de la sécurité intérieure Non

Critère : Qualifications éducatives et professionnelles pertinentes

Description : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de

prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1796546>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1796546>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 30/04/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 122 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 30/04/2026 à 12:05

Lieu : Le Coudray

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat. Aucune clause de garantie financière prévue. Aucune avance prévue. Les prix sont révisables. Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : CH d'Henri EY de Bonneval

Description : CH d'Henri EY de Bonneval

Identifiant interne : 03

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Options :

Description des options : Le contrat prévoit la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Cs 70123

Ville : Le Coudray

Code postal : 28630

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 02/07/2026

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : Le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autorisation ou adhésion à une organisation particulière nécessaire pour les contrats de services

Description : Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat

Critère : Techniciens ou organismes techniques pour le contrôle de la qualité

Description : Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité

Critère : Mesures de gestion environnementale

Description : Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Critère : Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant, pour chacune des trois dernières années, l'effectif moyen annuel du candidat relatif aux salariés titulaires de la carte professionnelle obligatoire pour l'exercice d'une activité privée de sécurité, définie aux articles L612-20 et suivants du code de la sécurité intérieure, ainsi que l'importance du personnel d'encadrement ;

Critère : Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Description : Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-6 et à L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique un Extrait kbis datant de moins de 6 mois renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail formulaire Dc 1 - Lettre de candidature formulaire Dc 2 - Déclaration du candidat attestations fiscales et sociales à jour au 31 décembre de l'année qui précède déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés aux cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire Dc2) Les certificats de qualifications professionnelle : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (titre professionnel d'agents de sûreté et de sécurité privée, copie de l'agrément ou du récépissé de dépôt de dossier pour nouvel agrément, autorisant la société et l'établissement candidat à exercer une activité privée de sécurité, de gardiennage et de surveillance en cours de validité ou autre document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique l'habilitant à fournir dans son pays d'origine le service concerné pour les sociétés non françaises) ; Pour tous les agents privés de sécurité (Aps) : - Copie de la carte professionnelle « Surveillance humaine L. 611-1 1° ; La Date de fin de validité de la qualification « Sauveteur Secouriste du Travail (Sst) ». Conformément aux dispositions de l'article L. 612-6 du code de la sécurité intérieure, les personnes souhaitant exercer à titre individuel (autoentrepreneurs), être dirigeants, gérants ou associés d'une entreprise privée de sécurité doivent être titulaires d'un agrément délivré par le Cnaps, à tel point que les actionnaires sans pouvoir décisionnel ne sont pas tenus d'être titulaires de cet agrément s'ils n'exercent pas les fonctions ou des responsabilités de dirigeant, gérant ou associé ; (Source Cnaps : <http://www.cnaps.interieur.gouv.fr/Grands-dossiers/Focus/L-agrement-dirigeant>) Ainsi, dès lors qu'une personne exerce des fonctions ou des responsabilités de dirigeant, celle-ci doit être détentrice d'un agrément de dirigeant. Le pouvoir d'engager la société est dépassé par le terme « fonctions ou responsabilités de dirigeants », lesquelles de facto induisent que cette responsabilité avec ou sans pouvoir d'engager dépassent les seuls volets administratifs et pénaux. L'autorisation d'exercice (en cours de validité) délivrée aux Entreprises individuelles et aux personnes morales pour leur siège social, l'établissement principal et pour chaque établissement secondaire, conformément à l'article L. 612-9 du code de la sécurité intérieure Non

Critère : Qualifications éducatives et professionnelles pertinentes

Description : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de

prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1796546>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1796546>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 30/04/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 122 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 30/04/2026 à 12:05

Lieu : Le Coudray

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat. Aucune clause de garantie financière prévue. Aucune avance prévue. Les prix sont révisables. Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : 695A3E80-CC80-4417-CBEBA78DAE80D55D

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Subdivision pays (NUTS) : Isère (FRK24)

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Groupement Hospitalier de Territoire d'Eure-et-Loir

Numéro d'enregistrement : 80652

Adresse postale : 8 rue Claude Bernard

Ville : Le Coudray

Code postal : 28630

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Point de contact : BEST Pierre Pierre

Adresse électronique : correspondre@aws-france.com

Téléphone : 0237303020

Télécopieur : 0237303117

Adresse internet : <http://www.ch-chartres.fr/>

Profil de l'acheteur : <http://agysoft.marches-publics.info/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif d'Orléans

Numéro d'enregistrement : 695A3EA1-D832-35F7-F097111051C3D186

Adresse postale : 28 rue de la bretonnerie

Ville : Orléans

Code postal : 45057

Subdivision pays (NUTS) : Loiret (FRB06)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Téléphone : 0238775900

Télécopieur : 0238538516

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : e582cdce-5d57-45a7-8891-a2f0a34394ab - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 20/03/2026 à 10:17

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20/03/2026